

Symposium sur les données pour l'impact du PPA

Discussion sur l'application Crowdsourcing pour la production responsable en Afrique (CARPA) avec Robert Masua Bwana et Michelle Westermann-Behayo

Participant 1 : Vous en avez parlé dans votre présentation, mais je me demandais si vous pouviez revenir sur les défis. Comment arrivez-vous à aller au-delà de ce premier pic d'intérêt pour les données et arrivez à susciter un réel enthousiasme, et comment maintenir ce type d'intérêt ? Fondamentalement, le système n'est solide que si vous avez des données.

Robert : Exactement. Nous avons certainement vu des pics à chaque fois que nous avons un atelier en présentiel. Les gens aiment vraiment l'idée. Ils retournent dans leurs organisations, leurs groupes et leurs communautés et le nombre d'utilisateurs augmente.

Mais ensuite, on voit un ralentissement. En tant que chercheurs, nous leur avons posé la question. Pourquoi ce ralentissement ? Et la réponse la plus fréquente est : « Nous aimons vraiment l'idée, nous attendons évidemment avec impatience que les autres parties s'impliquent... ». Donc, ils présentent l'incident, mais ils veulent que les gouvernements locaux ou les entreprises commencent à s'impliquer et [l'implication des] entreprises est encore assez précoce.

Cette partie de la fonctionnalité, ou la présence de ces utilisateurs spécifiques, est encore à améliorer. La présentation au PPA est l'une des premières étapes importantes de l'introduction de CARPA auprès des entreprises pour une plus grande implication.

Nous avons également des contacts, des communication avec les personnes sur le terrain et elles aiment l'idée de CARPA. Elles veulent continuer à apporter des informations. Mais l'un des défis auxquels elles sont confrontées, est que la plupart d'entre elles sont sous contrat avec une ONG ou un projet avec financement. Et ce financement s'accompagne généralement d'une technologie ou d'une plate-forme utilisée par l'entreprise ou l'organisation gouvernementale internationale souhaite. Cela devient alors un défi de saisir les informations sur cette [plateforme] et de les saisir aussi dans CARPA, ce qui double la charge de travail. Nous essayons donc de promouvoir l'intégration de CARPA, de faire en sorte qu'il soit facile pour elles de l'intégrer comme un chat, ou nous cherchons comment intégrer CARPA à d'autres plateformes.

C'est aussi un autre défi. Quelles sont les plateformes qui veulent divulguer les informations, qui sont ouvertes et transparentes.

Participant 1 : Merci beaucoup. Toujours sur cette question. La vision de l'interopérabilité et ce qui distingue vraiment CARPA d'autres applications qui pourraient être similaires en termes de fonctionnalité ou de portée, c'est que votre plateforme est réellement ouverte. Si je me souviens bien, vous avez travaillé en étroite collaboration avec le Pole Institute dans ce domaine. Où se trouve votre groupe

principal de parties prenantes ? Allez-vous commencer un projet pilote dans les zones de cobalt en RDC ? Puis potentiellement dans d'autres zones géographiques ?

Michelle : C'est là où nous en sommes à ce stade car notre connexion avec la région passait par le Pole Institute. Nous avons un engagement avec une ONG au Mali et aussi en Afrique du Sud. Et il s'est avéré que la situation sur le terrain n'était pas aussi... assez fertile pour que nous puissions développer quelque chose et nous engager là-bas. Et au Pole Institute, Nene est fantastique et c'est un plaisir de travailler avec elle. Nous avons donc eu de la chance. Et cela a attiré notre attention. Comme vous l'avez mentionné et pour faire suite à ce que Robert disait il y a un instant, cette fonction dialogique - avoir une histoire et raconter une histoire et avoir une conversation et s'engager avec d'autres parties prenantes sur un sujet - est vraiment la façon dont la conception de CARPA est censée faire la différence par rapport aux autres types de technologie où vous ne faites que rapporter, donner des données, donner des informations et ne jamais avoir de retour de quelqu'un sur « est-ce que le message a été lu ... »

Participant 1 : ou l'envoyer dans le vide.

Michelle : Oui, et donc obtenir une masse critique de personnes qui vont commenter les histoires des autres et renforcer les idées et trianguler au sein de l'application ou même en dehors de l'application. Mais le simple fait de lancer ce dialogue est un défi et je pense que la clé sera le lancement. Il s'agit donc d'une question de recherche dans la littérature sur la communication, à savoir comment entamer le dialogue sur les médias sociaux. Donc, un autre projet de recherche.

Robert : J'allais juste ajouter que je pense qu'en ce moment, nous avons beaucoup de situations propices, dans un sens géographique. Nombreuses sont celles qui viennent du Nord et du Sud Kivu, mais nous commençons à voir beaucoup d'intérêt de la part des ONG dans la région du Katanga où il y a beaucoup de mines plus industrielles. Donc, du moins jusqu'à présent, un grand nombre de personnes désireuses de s'intégrer à CARPA surveillent les mines artisanales. Et cela pose aussi un petit problème : avec qui peut-on les mettre en relation au niveau des entreprises ? Parce que les entreprises n'achètent pas auprès des mines artisanales, et donc elles ne vont pas reconnaître ou dire que c'est une mine.

Michelle : Pas directement.

Robert : Oui, exactement. Et avec l'intérêt suscité dans la région plus industrialisée en termes d'exploitation minière, nous espérons que dans cette région, nous pourrions réellement impliquer les deux parties. L'intérêt est des deux côtés.

Participant 1 : Nous avons constaté une grande réticence de la part des entreprises à admettre qu'elles s'approvisionnent auprès des mines artisanales. Comme Michelle le disait, beaucoup d'entre elles le font, surtout dans la zone intermédiaire, ce qui pourrait être un signe de garantie de diligence mises en place.

Mais je comprends cette question sur les motivations, comment attirer les différentes parties prenantes dans la conversation. Et peut-être - cela m'est venu à l'esprit lorsque vous l'avez décrit, Michelle - ce type de dialogue est construit afin de mener à la résolution et l'atténuation des risques comme décrit dans certaines des orientations. Cela ressemble un peu au type d'orientation que nous avons vu, et que nous voyons encore, dans les comités locaux de surveillance des risques dans certaines des zones stratégiques de l'Est et qui sont en place en termes de structure existante dans le Sud, par exemple, dans les mines d'or. Mais ils ne fonctionnent pas vraiment autant ou aussi bien, et ce n'est pas la même infrastructure.

Nous avons vu que les médias sociaux, Twitter, sont utilisés pour exprimer certaines de ces préoccupations. Mais, bien sûr, cela ne peut pas seulement fonctionner comme cela, il faut pouvoir mettre en lumière certaines de ces préoccupations et peut-être qu'un canal de communication comme celui-là pourrait s'avérer utile.

Et pour en revenir à la question sur les motivations : sont-elles spécifiques ? Bien sûr. Il y a une concurrence entre les ONG sur le terrain. Elles doivent aussi justifier d'un financement, et avec différents bailleurs de fonds, est-ce que vous ciblez des types spécifiques d'acteurs au-delà, par exemple, de votre partenariat avec l'Institut Pole, parmi les ONG, mais aussi parmi les entreprises ? Par exemple, je pense aux entreprises en aval, mais aussi aux entreprises plus locales en amont, même si nous savons, et c'est ma prochaine question, que la question du paiement pour les données et les informations est très épineuse.

Robert : Oui. Et comme CARPA est financé par le Conseil néerlandais de la recherche et l'Université d'Amsterdam, cela signifie que nous devons être en conformité avec les règles de protection des données personnelles. Malheureusement, tous les pays africains ne sont pas considérés comme des pays tiers de confiance, ou sûrs, ce qui limite la quantité d'informations exploitables que nous pouvons partager. Nous pouvons signaler les cas, les incidents, mais pas exactement qui contacter, à qui s'adresser... cela se rapproche beaucoup des limitations liées aux dénonciateurs et ainsi de suite. Pour le moment, en ce qui concerne les personnes que nous ciblons, je pense que nous cherchons au moins les ONG locales, parce qu'elles semblent être les points de contact avec les communautés locales, les mineurs.

Vous savez elles sont sur le terrain, elles peuvent recueillir ces informations de manière pratique, mais elles ont aussi des connaissances en termes de qui possède quoi et/ou quelles entreprises se trouvent où. En effet, beaucoup de ces entreprises, du moins d'après ce que nous avons entendu, changent tous les deux ou trois ans sur le plan juridique. Les propriétaires sont peut-être toujours les mêmes, mais tous les deux ans, ils changent les statuts, au sens juridique, de propriété de la mine.

Et c'est pourquoi le personnel des ONG locales est, je pense, absolument essentiel à notre projet. Mais une fois que nous les aurons intégrés, le prochain groupe clé sera alors les parties prenantes en amont. Comme vous l'avez dit, dans certains cas, ce sera l'amont en local. Mais aussi les gouvernements locaux dans d'autres cas, nous comptons en quelque sorte sur, et je pense que le PPA se concentre également sur cela, l'expertise et les ressources et aussi parfois la pression de l'amont, vraiment proche du fabricant final ou du producteur final pour faire pression sur le reste de la chaîne d'approvisionnement en aval.

Nous espérons donc que si nous parvenons à obtenir au moins l'adhésion de toutes les entreprises qui s'approvisionnent dans cette région et si elles sont suffisamment nombreuses, elles exerceront une pression sur la chaîne. Et si vous pouvez impliquer deux entreprises, alors vous pourrez aussi bien impliquer ces mêmes réformes lorsque vous impliquez les autres, parce qu'il est alors plus efficace d'avoir une seule norme ou un seul système en place.

Nous espérons qu'il y aura une masse critique suffisante en termes d'entreprises en amont pour encourager tout le monde à entamer le changement et à devenir plus responsable dans ce sens.

Michelle : Il existe aussi le problème de la goutte d'eau dans le seau, non ? Si tout cela se produit, cela ne se produit pas nécessairement sur notre plateforme en particulier. Donc, si nous fournissons des informations et qu'elles sont libres d'accès, sans obligation de répondre ou de fournir d'autres informations, d'une certaine manière, nous ne saurons peut-être jamais quel effet nous avons réellement,

ce qui est frustrant. Mais nous pensons que l'ouverture et la transparence apportent une réelle valeur ajoutée et nous allons donc continuer.

CARPA est une plateforme développée afin de permettre aux utilisateurs de signaler et de participer à des initiatives technologiques visant à promouvoir la diligence raisonnable et la production responsable en Afrique subsaharienne. Conçue comme une plateforme ouverte basée sur les principes du crowd-sourcing, CARPA vise à donner à tous les participants une visibilité égale lorsqu'ils tentent de traiter les incidents qui peuvent se produire en raison de l'activité commerciale, ainsi qu'à permettre la promotion d'initiatives destinées à améliorer la vie des parties prenantes concernées en Afrique.



Robert Masua Bwana est un doctorant à l'Amsterdam Business School et le développeur actuel derrière l'application de crowdsourcing pour la production responsable en Afrique (CARPA). Il est titulaire d'un MSc en science des données et d'un BSc en informatique, ainsi que d'une expérience de travail dans la FinTech dans son pays d'origine, la Tanzanie. Ses recherches portent sur la façon dont la technologie peut être utilisée pour améliorer le comportement des entreprises dans les chaînes de valeur qui s'étendent aux pays d'Afrique subsaharienne.



Michelle Westermann-Behaylo est professeure adjointe et codirectrice de l'initiative pour la durabilité à l'école de commerce de l'université d'Amsterdam. Elle a publié des articles dans des revues à fort impact sur le rôle des entreprises dans la promotion de la paix et de la dignité humaine, le respect des droits humains et la réalisation des objectifs de développement durable des Nations unies. Ses derniers projets portent sur la manière dont les médias sociaux et les technologies de l'information et de la communication peuvent amplifier la voix des parties prenantes sans pouvoir.